



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-06-04 /49

OBJET: Information sur la mise à disposition d'un agent de la CANGT à la commune d'Anse-Bertrand

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18h14, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épouse ARPIEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,
Mme OUJAGIR Nadia à M. ROUX Harry.

CONSEILERS EXCUSES : Trois (3)

Mme JASMIN Victoire, M. LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

CONSEILLERS ABSENTS : Cinq (5)

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

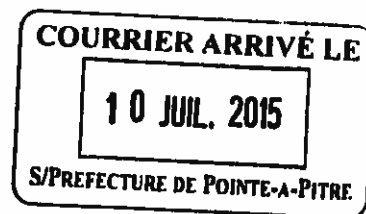
A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi du 26 janvier 1984 portant statut général de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, portant sur les modalités du régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;



Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que dans le cadre de la mutualisation entre la CANGT et ses communes membres, Madame la Présidente informe l'assemblée délibérante que Madame Lisa CYPRIEN-VOUSEMER, attachée principal, sera mise à disposition à hauteur de 50% de la quotité de son temps de travail à la commune d'Anse-Bertrand.

Considérant qu'une convention viendra préciser les conditions de mise à disposition, la nature des fonctions qui lui seront confiées, ses conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de ses activités.

Considérant que la commune d'Anse-Bertrand remboursera à la CANGT la rémunération et les cotisations y afférentes de l'agent mis à disposition, de façon trimestrielle.

Considérant que le projet de convention sera soumis à l'avis de la commission administrative paritaire.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

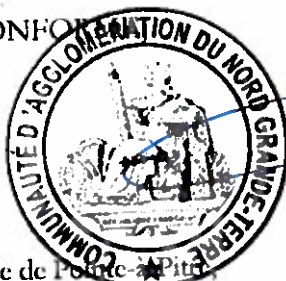
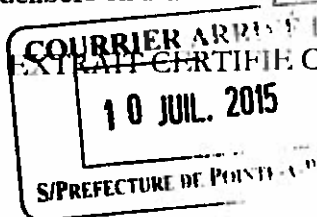
DECIDE

ARTICLE 1 : Prend acte qu'une convention de mise à disposition qui prendra effet au 1^{er} septembre 2015, sera signée entre la CANGT et la commune d'Anse-Bertrand, concernant l'agent Madame Lisa CYPRIEN-VOUSEMER.

ARTICLE 2 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



La Présidente,
Gabrielle LOUIS-CARABIN
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.